

Bourse de post-doctorat pour un·e chercheur·se en mobilité internationale (3 ans à temps plein)

Nous recrutons un·e postdoctorant·e pour rejoindre notre équipe de recherche qui va travailler durant les cinq prochaines années sur un projet intitulé [« Rethinking work beyond productivism from labour law and its uses » \(*RethinkingWork*\)](#) (financé dans le cadre d'un ERC octroyé à [Elise Dermine](#), professeure à l'ULB). Le projet vise à développer des propositions concrètes de politiques publiques et de trajectoires en vue d'émanciper le travail du productivisme et ce, à partir d'une étude internationale et comparée du droit du travail et de ses usages sociaux.

Le ou la postdoctorant·e mènera plus particulièrement les parties empiriques de la recherche. Il sera chargé de mener, en collaboration avec d'autres membres de l'équipe, des études de cas en Belgique et en France et/ou aux Pays-Bas en vue de documenter les usages stratégiques, voire illégaux, du droit du travail, développés par les individus afin de se ménager la possibilité d'accomplir des activités qui n'ont pas ou peu de valeur économique mais qu'ils considèrent comme ayant une valeur sociale ou écologique. Titulaire d'un doctorat en sociologie, en sociologie du droit ou en sciences juridiques (à la condition que la thèse comprenne un volet empirique), la personne recrutée doit donc avoir une expérience dans la conduite de recherches empiriques en droit et des connaissances poussées des méthodes qualitatives. [Elle rejoindra le Centre de droit public et social de l'Université Libre de Bruxelles.](#)

Le projet

Face à la crise écologique, il est indispensable de repenser le travail au-delà du modèle productiviste traditionnel. Pourtant, la recherche actuelle sur le futur du travail est développée à un niveau très conceptuel et abstrait, et ses résultats sont donc très peu exploitables. Le projet *RethinkingWork* va explorer comment les mécanismes et les pratiques du droit du travail peuvent faciliter l'émancipation du travail du productivisme. Le projet débutera par une enquête européenne de grande ampleur visant à identifier les institutions nationales de droit du travail qui rompent avec la logique productiviste en ce qu'ils soutiennent le développement d'activités qui n'ont pas ou peu de valeur économique mais sont considérées comme ayant une valeur sociale ou écologique. A travers des études de cas détaillées, nous étudierons ensuite comment les individus développent des utilisations stratégiques du droit du travail à des fins non productivistes. A partir de l'étude du droit du travail et de ses usages, *RethinkingWork* vise finalement à articuler des propositions concrètes de politiques publiques et de trajectoires visant à émanciper le travail du productivisme, qui puissent ensuite être débattues et réappropriées par les décideurs politiques et les acteurs sociaux, économiques et environnementaux.

Ton poste

Tu disposeras d'une bourse de postdoctorat à temps plein qui démarrera le 1^{er} septembre 2025 et aura une durée de 3 ans (montant mensuel brut indexé au mois de juin 2024 : 4.418,56 euros/montant mensuel net : 3.055,36 euros).

Durant ces 3 années :

- Tu participeras à la réalisation d'un projet ERC *RethinkingWork* (2025-2030), en collaboration serrée et soutenue avec l'équipe de recherche qui sera composée d'Elise Dermine (principal investigator), de deux doctorant·e·s et d'un·e autre postdoctorant·e.
- Tu travailleras plus particulièrement sur la partie empirique du projet qui vise à documenter les usages stratégiques, parfois illégaux, du droit du travail développés par les travailleurs, les employeurs et les bénéficiaires de prestations de sécurité sociale – qui combinent travail et prestations - afin de développer un projet post-productiviste, lorsque ses possibilités ne leur sont pas formellement sécurisées par le droit.

Complément d'information :

Les terrains seront situés sur trois pays – la Belgique, la France et les Pays-Bas - , à se répartir avec un·e doctorant·e qui travaillera avec toi sur la partie empirique du projet. Dans chacun de ses pays, trois terrains seront investis. Le premier cas d'étude analyse les pratiques d'individus qui cherchent à développer un projet post-productiviste en dehors des institutions du travail qu'ils rejettent explicitement (par exemple, les groupes d'aide aux sans-papiers ou aux LGBTQIA+, les squats collectifs autogérés dans les zones urbaines, les occupations militantes de terres contre des projets immobiliers à la campagne). Par effet de contraste, le deuxième cas d'étude se concentre sur les individus qui cherchent à construire leur projet post-productiviste au sein des institutions du travail, plus spécifiquement au sein de l'économie sociale et solidaire. Enfin, le troisième cas d'étude n'aura pas comme point d'entrée des individus qui se présentent comme poursuivant un projet post-productiviste. L'objectif de ce dernier cas d'étude est plutôt d'étudier comment les bénéficiaires de prestations de chômage ou d'aide sociale qui ont été sanctionnés pour fraude parce qu'ils exerçaient une petite activité en noir justifient leurs actions, et en particulier si des considérations post-productivistes apparaissent dans leur discours, de sorte que la fraude sociale était, selon eux, le seul moyen d'exercer une activité qui n'a pas ou peu de valeur économique, mais a – selon eux - une valeur sociale ou écologique.

- Tu formeras le ou la doctorant·e qui travaillera avec toi sur la partie empirique du projet à la méthode qualitative et à la conduite d'entretiens semi-directifs.
- Tu contribueras aux résultats du projet ERC, y compris en organisant des conférences nationales et internationales, en rédigeant des articles scientifiques et en coordonnant un numéro spécial ou un ouvrage.
- Tu collaboreras avec d'autres membres de l'équipe, par exemple pour l'organisation de séminaires, de conférences et d'autres activités universitaires.
- Tu assisteras Elise Dermine, *principal investigator*, dans l'accomplissement de tâches administratives liées au projet.

- Tu participeras aux activités du centre de recherche que tu rejoindras, le Centre de droit public et social, par exemple en présentant tes recherches aux séminaires de centre ou en participant à l'organisation de notre mise au vert.

Ton profil

Qu'attendons-nous de toi ?

- Tu détiens un diplôme de Doctorat en sociologie, en sociologie du droit ou en sciences juridiques ou tu peux démontrer que ton doctorat sera terminé d'ici le 1^{er} septembre 2025. Si tu effectues ton doctorat en sciences juridiques, il faut que tu puisses en outre démontrer que, dans le cadre de ton parcours universitaire, tu as déjà mené des recherches empiriques en droit de grande envergure.
- Tu auras obtenu ton diplôme de doctorat depuis maximum 8 ans au 1^{er} septembre 2025.
- Tu n'as pas résidé ou n'as pas exercé ton activité principale (emploi, études,...) en Belgique pendant plus de 24 mois au cours des 3 dernières années qui précèdent immédiatement le 1^{er} septembre 2025 (condition de mobilité internationale).
- Tu maîtrises au moins une de ses deux langues : le français ou le néerlandais.
- Tu as une très bonne connaissance écrite et orale de l'anglais.
- Tu as une expérience certaine de la recherche empirique en droit et tu maîtrises les méthodes qualitatives.
- Si tu as une bonne connaissance du droit du travail et du droit de la sécurité sociale dans un ou plusieurs des trois pays enquêtés (Belgique, France, Pays-Bas), c'est un avantage.
- Si tu as déjà mené des recherches empiriques au contact de travailleurs ou d'assurés sociaux, c'est un avantage.
- Tu aimes travailler en équipe et tu es capable de gérer plusieurs projets de front.
- Tu as d'excellentes qualités de communication à l'écrit et à l'oral.

L'environnement de recherche

Tu rejoindras le [Centre de droit public et social](#) de la [Faculté de droit et de criminologie](#) de [l'Université Libre de Bruxelles](#), qui est situé sur le campus du Solbosch à 20 minutes du centre de Bruxelles.

Il s'agit d'un centre dynamique qui réunit un grand nombre de chercheurs en droit de droits humains, en droit constitutionnel et administratif, en droit de la sécurité sociale et en droit du travail, mais aussi des chercheurs en sociologie et en philosophie. Il est le lieu idéal pour mener des recherches sur le rôle du droit social dans la transition écologique. D'une part, il rassemble un grand nombre de chercheurs spécialisés dans les différentes branches du droit social et, d'autre part, il compte plusieurs membres qui ont récemment entrepris de développer des recherches sur les rapports entre le droit et la transition écologique.

Nous offrons un environnement de travail attrayant et stimulant, avec des personnes impliquées et hautement qualifiées. En tant que centre de recherche, nous attachons de l'importance à un environnement de travail agréable et accueillant. Ces dernières années, l'équipe de doctorant·e·s et de postdoctorant·e·s a beaucoup grandi et nous veillons à leur développement au sein de notre centre, mais aussi à la suite de leur carrière professionnelle. Dans ton travail quotidien, tu te référeras à la professeure Elise Dermine mais tu devras également contribuer à la vie du centre.

Ta candidature doit comprendre :

- Un CV détaillé,
- Une lettre démontrant l'intérêt, la motivation et les qualifications pour le projet (maximum trois pages),
- Une copie certifiée du diplôme de doctorat,
- Une lettre de référence,
- Un résumé de la thèse.

Les candidatures doivent être adressées par mail à Elise Dermine (elise.dermine@ulb.be) pour le 28 février 2025, 23.59 CET, au plus tard.

Pour plus d'informations sur le projet de recherche et sur l'offre d'emploi, tu peux contacter Elise Dermine (elise.dermine@ulb.be).